



Pauvres, mais honnêtes, nous paraissions quand nous pouvions, et notamment le lundi 27 octobre 2014



Stade à Lubumbashi

2014, n° 17 **Sommaire**

RDCongo

IUS- NEWS lettre d'information de l'Interface Université Société de l'Université de Lubumbashi... page 1

Denis Mukwege : « L'homme sera solidaire ou il disparaîtra » ... page 5

Belgique

« Collabo » ou « Fasciste », qu'est-ce que cela veut dire exactement ?... page 7

Bolivie

Quels enseignements peut-on tirer de la réélection d'Evo Morales ? ... page 21

Brésil

Le nouveau Congrès est le plus conservateur depuis un demi-siècle... page 23

LES MINEURS ARTISANAUX !

L'ARTISANAT MINIER

L'artisanat minier n'a d'artisanat que le nom. Il s'agit en fait de la plus grave forme d'esclavagisme encore en vogue aujourd'hui et cela avec la complicité de la société nationale tant bien qu'internationale. Il y a un certain nombre d'années les avenues de nombreuses capitales occidentales formaient le théâtre de cortèges de manifestants se révoltant contre l'existence d'usines du groupe Adidas employant dans ses usines en Asie des mineurs d'âge. Ce sont cependant des pouponnières comparées au camps des creuseurs artisanaux en



République Démocratique du Congo extrayant sous le canon du fusil coltan-or-diamant-cassitérite, destinés aux entreprises transformant le fruit de leur labeur en écran plat, téléphones portables, ordinateurs etc. Plusieurs responsables estiment que l'artisanat minier doit disparaître pour faire place à l'exploitation minière mécanisée. Cependant de nombreuses entreprises mêmes multinationales recourent

encore à cet esclavagisme des temps modernes du fait que cela diminue sensiblement leurs coûts de production. Chaque année dans les plus beaux hôtels de Lubumbashi des messieurs-dames arrivent de nombreux pays occidentaux pour parler de l'artisanat minier et de la 'transparence' dans les industries extractives. Ils ne viennent pas plaider pour les petits creuseurs ni pour leurs mamans et petites sœurs violées et terrifiées pour que soient évacuées les zones minières rendues ainsi disponibles au vol et au pillage en toute impunité, non il s'agit de parler de transparence financière pour que les vrais gagnants c'est-à-dire ceux qui ne risquent rien gagnent encore plus et toujours plus. A Bukavu le célèbre et courageux docteur Denis Mukwege (Lauréat 2014 du Prix Sakharov de l'Union Européenne) - que l'on appelle le médecin qui répare les femmes et qui a déjà plusieurs fois échappé à la mort - s'oppose énergiquement à cet état de choses : l'esclavagisme et la misère humaine la plus noire que l'on puisse trouver sur cette planète. L'année passée des milliers de signatures avaient été récoltées pour une pétition organisée sur l'internet pour que le Docteur Denis Mukwege puisse devenir prix Nobel de la Paix 2014. Compte tenu des besoins en columbo-tantalite et autres minerais stratégiques pour les entreprises occidentales, la soi-disant communauté internationale a préféré regarder dans une autre direction plutôt que d'appuyer cette candidature.

Etant donné l'étendue des problèmes concernant l'exploitation minière artisanale, le Bureau Exécutif de l'Interface Université Société a pris l'initiative de créer une « Task Force d'Appui à l'Artisanat Minier UNILU », ayant pour objet de bien comprendre l'artisanat minier, afin de pouvoir - avec tout le potentiel de l'Université - offrir des services aux vrais responsables dudit secteur. Selon nos informations le Katanga compte 150.000 mineurs artisanaux, la province Orientale 500.000, les deux Kivus 200.000, le Kasai 120.000, mais avec tout ce qui les entoure cela remonte à des millions de personnes. De nombreux aspects et problèmes entourent cette foule d'esclaves des temps modernes, en grande partie des mineurs d'âge :

- a) Le problème de l'absence de justice et la nécessité de faire les efforts nécessaires pour évoluer vers une Justice plus juste quant aux droits humains et du travail des femmes et enfants;

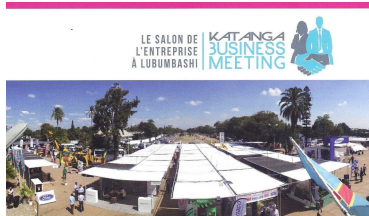
- b) Les problèmes de la criminalité dans les camps des miniers artisanaux jusqu'à la criminalité en col blanc à n'importe quel niveau ou endroit du globe relative à l'artisanat minier en RDC ;
- c) Les problèmes de santé : nos petits esclaves doivent souvent travailler sous le canon du fusil et se démolissent la santé en travaillant dans des conditions sous-humaines les faisant vieillir en quelques années d'esclavage. A côté de cela il y a les maladies génétiques, celles dues à la radioactivité, l'empoisonnement, les maladies de tout le monde, des mamans et des filles et enfants qui les encerclent de leur misère immonde pour quelques dollars au service des nababs des multinationales et des politiciens locaux et occidentaux qui se la coulent douce sous des cieux plus cléments ;
- d) Les problèmes de droits économiques, la grande majorité de ces minerais de guerre et de sang étant destinés à des multinationales aux noms bien connus de l'industrie électronique, bien que des lois existent mais qu'ils ne respectent pas ;
- e) Les problèmes politiques, la filière des participants comptant des acteurs de la vie active allant de politiciens de haut niveau à des fonctionnaires de l'état tout en passant par des militaires de tous grades.

Nous vous tiendrons au courant de la progression de nos travaux. Vos avis et conseils sont plus que bienvenus.

BIDONS JAUNES

Après des mois de préparation la célèbre école de cinéma «RITS SCHOOL OF ARTS OF BRUSSELS » a travaillé pendant les mois d'août et septembre 2014 en collaboration avec l'Ecole du Théâtre et du Film de Lubumbashi (ETL) au tournage du documentaire « Bidons Jaunes » traitant de la problématique de l'eau potable au Katanga. Le travail d'équipe et la cordiale amitié entre les professeurs et les étudiants des deux écoles faisait chaud au cœur. Avec la réalisation en 2013 du film de Ferdinand Kitumbile de l'ETL « Placide Tempels, le Muntu à la Peau Blanche », cela fait le deuxième film en peu de temps produit avec la collaboration de l'ETL. Les deux écoles se sont engagées à une collaboration durable en vue d'améliorer le savoir-faire des professeurs et des étudiants de l'ETL dans l'art du cinéma. Nous remercions vivement la direction et l'équipe de la RITS SCHOOL OF ARTS OF BRUSSELS pour l'énorme travail qu'ils ont abattu. Nous sommes convaincus que le film 'Bidons Jaune' fera un tabac.

KATANGA BUSINESS MEETING



Fin mai fut organisé par Musal Communications sprl un événement de très haute facture témoignant d'un professionnalisme organisationnel exceptionnel. Une très grande exposition d'entreprises industrielles et de services joutait avec des séries de conférences de haut niveau alternant avec des ateliers de travail relatif à l'entrepreneuriat et les activités de développement industriel. L'Interface Université Société était présente avec un très beau stand mettant en valeur une sélection de ses nombreux services. Nous remercions

IUS Interface UNILU-Société, Building Administratif UNILU 7^{ème} étage, Route Kasapa, Commune de Lubumbashi,
Contact : Ir Joseph Léonard Cell 00243.995405308, josephleonard2@gmail.com Cte Rawbank N°15130-01003581542-52

www.ius-lubumbashi.com

chaleureusement Monsieur Costas Coursaris et son équipe de Musal Communications pour avoir permis à l'Université de Lubumbashi d'avoir pu participer activement au Katanga Business Meeting, événement que nous espérons bien voir se répéter ... avec l'IUS bien entendu !

FORMATIONS DE L'IUS

La cellule en formation informatique de l'IUS a formé trois groupes de cadres de la société Ruashi Mining en bases de données SQL à la grande satisfaction des participants et de leur direction. Nous répétons à l'attention des directions d'entreprises et d'organisations gouvernementales que l'IUS dispose d'une grande sélection de formations pour leurs cadres, chefs de services et travailleurs tels : les formations en génie minier et métallurgique, les séminaires en protection de l'environnement et traitement des eaux, les études économiques agricoles, tout type de formation informatique (bases de données, bureautique, traçabilité, gestion, MS project, ...), formation de la personnalité et d'expression orale et corporelle, marketing, les séances de sensibilisations pour la prévention du SIDA, etc. Nous remercions les directions des entreprises et autres organisations de faire appel aux expertises de haute qualité présentes à l'IUS.

LES SPIN-OFFS DE L'IUS

Les plans d'affaires de plusieurs petites entreprises décrites dans les IUS-News précédents sont bientôt prêts pour approcher des sources de financements potentiels. Si les autorités politiques n'optent cependant pas pour un soutien inconditionnel à l'entrepreneuriat local, cela va être très difficile, voire impossible. En voici un exemple. Quelques professeurs congolais et belges ont travaillé pendant des années par des essais en laboratoire pour démontrer qu'à partir de certains déchets des usines métallurgiques ils peuvent produire un très bon ciment. L'IUS travaille avec son équipe à la mise au point du plan d'affaires avec recherche de financement pour la construction de pareille usine produisant jusqu'à 200.000 tonnes de ciment par an. Nous en avons déduit que de façon rentable nous pouvons produire un ciment au prix très accessible de 7 USD par sac de ciment de 50 kg. Le problème c'est qu'à l'heure actuelle les opérateurs économiques congolais achètent chaque année aux usines Lafarge de à 70 km de Lubumbashi au minimum 400.000 tonnes soit 8.000.000 de sacs de ciment à 50 kg au prix de 5 USD le sac, c'est-à-dire pour un montant annuel de 40.000.000 USD à paiement échelonnés au prorata de la vente bien entendu. Ce qui se passe ensuite est alors assez ahurissant. Sur cette courte distance de 70 km, le prix du sac de ciment va quadrupler pour monter à un prix de vente à Lubumbashi de 20 USD le sac de 50 kg. Cela signifie qu'une plus-value annuelle colossale de 120.000.000 USD va être réalisée, répartie ... Dieu sait où. Nous pouvons vous esquisser des exemples similaires pour d'autres produits d'importation. Il en découle clairement que certaines personnes ont intérêt à ce que la production locale ne se fasse pas. Nous pouvons vous donner d'autres exemples pour d'autres 'denrées'. Nous illustrons cet état de choses par une autre histoire. Il y a deux ans pendant plusieurs mois avec des partenaires du Katanga, l'IUS avait travaillé à l'organisation d'un séminaire ayant pour thème : »Stimuler par tous les moyens la production locale ! ». Après plusieurs mois de préparatifs, tout était fin prêt, orateurs, programmes télévisées, repas etc. Quelle n'a pas été notre stupéfaction et notre peine quand, la veille même du séminaire son démarrage a été rendu impossible et le séminaire a dû être annulé.

Nous insistons par conséquent pour que le gouvernement crée les mesures nécessaires pour stimuler la production locale et consacre un maximum d'effort pour soutenir concrètement les starters d'entreprises congolais. Comme ne l'arrêtait pas de répéter le très grand président Laurent Désiré Kabila : L'auto-prise-en-charge est la seule clef du réel développement du Congo et surtout de sa liberté et de son indépendance !

NOUVEAUX MEMBRES D'HONNEUR IUS

Le 28 août 2014 à l'occasion de son 80^{ième} anniversaire Son Excellence le Ministre Augustin Ndjoloko a été nommé membre d'Honneur de l'IUS pour son soutien à nos activités et en particulier du projet de spin off CongoPharma, ainsi que le 6 septembre 2014, la « Rits School of Arts of Brussels » pour son apport à la formation des professeurs et étudiants de l' Ecole de Théâtre de du Film de Lubumbashi (ETL) et pour le tournage avec l'ETL du documentaire « Bidons Jaunes ».

Ils rejoignent ainsi les Membres d'Honneurs précédemment consacrés : Monsieur le Gouverneur Moïse Katumbi Chapwe, Professeur Adalbert KITOPI – Directeur de Cabinet du Ministre de la Santé, Madame Carine KATUMBI NAHAYO - Présidente d'Honneur de l'Ecole de Théâtre de Lubumbashi ETL (créé par l'IUS le 12 juin 2012), Monsieur Didier TILMAN – Directeur Général de la Rawbank, Monsieur Marc MAKI MUTOMBO – Directeur de Cabinet du Ministre de l'Agriculture Pêche et Elevage, Monsieur Jan GORUS Professeur Emérite de Vrije Universiteit Brussel et Directeur du Centre d'Excellence pour l'Etude de la Démocratie Locale (CEDEMOL), Monsieur Michel MORANT – Directeur Général de l'Interface Entreprises Université de Liège, Monsieur Paul MATHY – Directeur Général de Katanga Clay Manufacturing (KCM), Monsieur Philip HEUTS - Ministre Conseiller Coopération Internationale, Consulat de Belgique jusqu'en août 2013 et depuis lors Ambassadeur du Royaume de Belgique à Ouagadougou, Monsieur Murk Spits – Directeur Commercial Bralima, Monsieur le Ministre Jean-Pascal Labille – Ministre Belge de la Coopération et des Entreprises Publiques, Monsieur Stéphane Doppagne – Consul Général de Belgique, Monsieur Claude Polet – Administrateur Directeur Général de Tenke Fungurume Mining.

Publication : « LA CARTOGRAPHIE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE A L'UNILU »

Le Colloque de l'IUS en juin 2014 avait pour thème : Cartographie de la recherche scientifique à l'Université de Lubumbashi. Les communications présentées sont en train d'être synthétisées pour être publiées dans une brochure intitulée « Cartographie de la Recherche Scientifique à l'UNILU », mettant bien en valeur les services de l'Université à son environnement : gouvernement, entreprises, population, organisations nationales et internationales. La brochure sera bientôt disponible en ligne et dans les librairies en version papier.

Rappelons nous pour terminer la devise de l'UNILU « Scientia Splendet et Conscientia ! » en traduction libre « En avant pour les sciences, mais que rayonne la Conscience ! » ou comme disait Rabelais: Science sans Conscience n'est que ruine de l'âme !

Pour le Bureau Exécutif de l'IUS
Joseph LEONARD
Directeur IUS

Les autres IUS-NEWS sont téléchargeables sur le site www.ius-lubumbashi.com



Denis Mukwege

« L'homme sera solidaire ou il disparaîtra »

Discours prononcé par le Docteur Denis Mukwege, à l'occasion de la remise du Prix de la Solidarité, le 16 octobre 2014 à Bruxelles.

Monsieur le Bourgmestre de la Ville de Bruxelles,
Distingués invités,
Chers confrères, chères consœurs,
Mesdames, Mesdemoiselles,
Messieurs,
Chers amis du Congo,

Merci de m'accueillir dans cette superbe salle gothique de l'hôtel de Ville. Nous sommes profondément touchés par la solidarité de l'Hôpital St Pierre, de Médecins du Monde et de la Ville de Bruxelles.

Je voudrais au nom des femmes victimes de violences sexuelles à l'Est du Congo vous remercier du fond du cœur d'être présents. A mon retour à Bukavu, je pourrai apporter à mes patientes à Panzi, la réponse à la question soulevée sur le magnifique dessin de Pierre Kroll : on pense à nous loin d'ici !

Mesdames, Messieurs,

Dans ce monde de plus en plus brutal, rude, violent et dont les "unes" de nos journaux oscillent entre guerres, crise économique et terrorisme, avec leur lot d'images horribles qui témoignent de la cruauté de l'homme (je pense ici aux otages qui sont égorgés et dont les images sont postées sur Internet), le Prix de la Solidarité que vous nous accordez envoie un double message.

Par ce prix, vous dites au monde que tant qu'il y aura de la barbarie humaine quelque part, il y aura aussi des hommes de bonne volonté qui se lèveront pour la combattre. Même si les hommes tardent à s'élever, ils finiront par le faire car la survie de l'homme passe par la solidarité avec son semblable qui souffre.

Autrement dit : l'homme sera solidaire ou il disparaîtra.

Par ce prix, vous créez un espace où les hommes de bonne volonté peuvent se resserrer les coudes et se transmettre une sorte de fluide de courage et d'espérance d'un monde meilleur.

Je suis très touché par l'amitié du professeur Guy-Bernard Cadière, mon parrain pour cet événement qui, depuis des années, nous appuie avec son équipe du CHU-Centre Hospitalier Universitaire St Pierre-de-Bruxelles dans notre travail à l'Hôpital de Panzi.

Cher Guibert,

Tu es devenu un spécialiste reconnu mondialement en la paroscopie et tu sillones le monde pour transférer tes connaissances et les technologiques que tu développes dans les pays les moins avancés. Tu es un véritable médecin du monde et je te remercie beaucoup pour ta solidarité et ton dévouement à la cause humaine !

Chers confrères de Médecins du Monde,

Vous avez compris que la noblesse de notre chère profession ne consiste pas dans l'accumulation de biens matériels, mais plutôt dans l'abnégation, le don de soi, bref dans la solidarité. C'est pour cette raison que vous parcourez terres et mers pour aller au secours de l'humanité qui souffre.

Nous vous remercions chaleureusement pour votre soutien et nous dédions ce prix à tous les médecins qui travaillent souvent dans des conditions difficiles pour honorer le serment d'Hippocrate.

Nous dédions aussi ce prix à tous les défenseurs des droits de l'homme qui luttent contre l'impunité et se joignent à notre combat contre les violences sexuelles.

Nous les dédions enfin à tous mes compatriotes congolais auxquels j'en appelle à plus de solidarité pour vaincre cette barbarie ignoble de viol qui sévit chez nous depuis deux décennies dans un contexte de conflits armés.

Mesdames, Messieurs,

Nous appelons de tous nos vœux à la consolidation de la paix en RDC, condition sine qua non pour prévenir la récurrence de la violence faites aux femmes. Nous avons placé beaucoup d'espoir lors de l'adoption en 2013 de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba pour la paix, la sécurité et la coopération en RDC et dans la région, engageant onze Etats et quatre organisations intergouvernementales.

Il s'agit du Premier accord de paix qui vise à s'attaquer aux causes de la violence en RDC, mais la mise en œuvre des engagements souscrits par les pays des Grands Lacs tarde et, aujourd'hui, les congolais ont plus que jamais soif de justice et de paix, mais ils continuent de vivre dans la peur à l'Est du Congo.

Nous profitons de cette tribune pour relayer le message clé de la société civile aux autorités congolaises : "ne touchez pas à notre constitution". "Toute tentative de modification de notre contrat social risque d'entraîner de nouveaux cycles de violences". Le peuple aspire au changement tant attendu pour enfin entamer une réelle alternance démocratique au cœur de l'Afrique.

Par solidarité avec mes compatriotes, permettez-moi de faire un appel solennel aux mandataires politiques de la RDC.

A l'heure où l'on parle tant d'une éventuelle modification de la constitution congolaise, j'en appelle à votre conscience patriotique, j'en appelle à votre amour de notre chère patrie, tant meurtrie par des guerres successives depuis plus de 20 ans. Un nouveau changement constitutionnel avant les élections risque de mettre en péril la cohésion nationale. Après plus de 5 millions de morts et cinq cents mille femmes violées, ne prenez pas les risques historiques de rallonger cette liste macabre.

Le monde nous regarde, le temps est venu pour privilégier l'intérêt général à des intérêts privés basement matériels : le sang de nos martyrs est encore frais, il parle, il crie, il nous

appelle à la responsabilité collective. Il n'est plus acceptable qu'un petit groupe accumule richesse et biens alors que la majorité de la population patauge dans la misère, la boue et le sang. Nous sommes devenus la risée du monde, il est temps de montrer au monde ce que nous avons hérité de nos ancêtres, à savoir une âme de dignité, de solidarité, et d'hospitalité.

Mesdames, Messieurs,

Le statu quo n'est pas une option. Il n'y a pas de fatalité. Les solutions existent. Chacun de nous peut contribuer à l'édification d'un monde meilleur.

Ensemble, nous devons établir une ligne rouge contre l'utilisation du viol comme stratégie de guerre, au Congo et dans le reste du monde.

Ensemble, responsables politiques et religieux et acteurs de la société civile, hommes et femmes, nous pouvons mettre fin à la violence au cœur de l'Afrique.

Je vous remercie.

Belgique



« Collabo » ou « Fasciste », qu'est-ce que cela veut dire exactement ?

Lorsqu'un mot devient une injure, son sens peut connaître de singuliers élargissements. Ainsi, quand nous traitons un chauffard qui a causé mort d'homme d'« assassin » nous exprimons l'intensité de notre indignation devant la désinvolture de sa conduite dangereuse, mais n'avons pas vraiment l'intention de dire qu'il est « coupable d'homicide volontaire avec préméditation ».

Le Parlement belge semble, ces derniers jours, avoir renoué avec la vigoureuse tradition, des débats chahutés où par moment les noms d'oiseau volent bas et en tous sens. Toutefois, il faut aussi tenir compte de ce que les parlementaires sont en principe gens d'une certaine éducation, maîtres de leurs nerfs et de leur langue et qu'ils ne laissent pas aisément échapper n'importe quoi, fût ce dans des « sursauts d'indignation », surtout lorsque ceux-ci ont opportunément lieu en présence des micros et des caméras. D'ailleurs, choisir ses mots et son moment n'est pas une tare, du moment que l'on pense vraiment ce que l'on dit.

Mais, voilà le « hic », lorsque le sens des mots s'est élargi, à quoi ce mot fait-il encore référence ? Et, partant de là, quand on se demande si la NVA est un parti « fasciste », quelle question pose-t-on en fait ? Et ne devrait-on pas se poser la question à propos d'autres partis, qui ne sont ni nationalistes, ni flamands ?

Au sens étroit, qui est le sens originel, le terme fascisme s'applique à la période **mussolinienne de l'histoire italienne**. Benito Mussolini fut président du Conseil du

Royaume d'Italie, du 31 octobre 1922 au 25 juillet 1943, premier maréchal d'Empire du 30 mars 1938 au 25 juillet 1943, où il fut renversé par son propre Grand Conseil Fasciste, et fit un « come back » comme président de la République sociale italienne (RSI) de septembre 1943 au 25 avril 1945, jour de son exécution par des partisans lors d'une peu brillante tentative de fuite. Le terme même vient du mot « fascio » (« faisceau ») désignant l'attribut du licteur dans la Rome antique¹ ou, comme en français, le rassemblement des fusils au repos. Lors de la campagne pour les élections de 1922, le Parti National Fasciste se définit comme « *un faisceau d'énergies rassemblées autour d'une notable énergie individuelle* » (celle de Mussolini, bien sûr).

Par la suite, notamment à la suite des guerres d'Ethiopie puis d'Espagne, et enfin de la Seconde Guerre Mondiale, le mot s'appliqua au sens large à **un système politique aux caractéristiques inspirées par l'exemple italien** mais qui a pu prendre des aspects différents selon les pays. Des débats existent entre les historiens quant à la qualification de certains régimes (France de Vichy, Espagne franquiste, *Estado novo* de Salazar...). Fait tout de même remarquable, au fil du temps l'archétype auquel on s'est référé a été, de plus en plus, l'Allemagne nazie et non plus le régime mussolinien, pourtant plus ancien de dix ans et inventeur incontesté du terme. Il est ainsi fréquent d'entendre citer, comme un trait distinctif du « fascisme », l'antisémitisme qui était certainement le cheval de bataille d'Hitler mais ne fut adopté par Mussolini que tardivement, alors qu'il se trouvait déjà totalement « à la remorque » du Führer.

Le terme s'est appliqué aussi, avant, pendant et après la Seconde Guerre Mondiale, à des formations politiques qui n'ont (encore ?) jamais été au pouvoir mais ont montré e t même revendiqué, dans leurs écrits, leur folklore, leurs programmes, etc... une certaine proximité avec le fascisme ou le nazisme. Sous l'occupation allemande, entre 1940 et 1944, certaines de ces formations ont été amenées à se comporter en « auxiliaires » ou « supplétifs » du pouvoir nazi, ce qui leur a valu l'étiquette de « collabos ». Après 1945, les épigones – longtemps discrets, voire « confidentiels » - de ces mouvements se sont distingués en prenant plus ou moins fait et cause pour les « collaborateurs » du temps de guerre, ce qui a amené, là aussi, un élargissement du sens de ce mot.

Au contraire d'autres écoles de pensée politique qui, à côté d'écrits de simple propagande, ont aussi des documents idéologiques clairs où, soit dans les œuvres laissées par leurs fondateurs ou leurs membres les plus remarquables, soit dans des chartes, programmes, manifestes, etc... votés par leurs congrès, ont un message idéologique clairement identifiable, l'idéologie fasciste est globalement floue, même quand existent des ouvrages supposés « fondamentaux », comme le fumeux et soporifique *Mein Kampf* d'Adolf Hitler.

Tout au plus peut-on dire que **le fascisme affirme croire en un idéal collectif suprême et qu'il prétend atteindre en instaurant un système politique qui paraît associer populisme, nationalisme et totalitarisme**. Encore faut-il dire que ces éléments sont associés en proportions variables et, même, qu'il ne semble pas absolument nécessaire que tous trois soient présents.

La profusion des documents photographiques et audiovisuels fait que l'on associe volontiers le fascisme et un certain « folklore » de nature **militariste** : goût des insignes et de l'uniforme, saluts rituels et discipline militaire ostentatoire, nombreux défilés et chants tonitruants, déploiement d'innombrables drapeaux... Cela correspond sûrement à une certaine réalité. Mais il faut considérer aussi que le terreau dans lequel le fascisme du temps de sa splendeur – celui de l'entre-deux-guerres – a pris racine était largement nourri des frustrations

¹ Le faisceau du licteur fut l'emblème du PNF.

de la Grande Guerre. Les Italiens étaient frustrés d'être traités en quantité négligeable par les autres vainqueurs, les Allemands, humiliés par le Traité de Versailles, les anciens combattants français, ulcérés du fait que l'on oubliât si vite que l'on avait « *des obligations envers eux* ». Quand on a les anciens combattants pour cible privilégiée, un zeste de rituel militaire – et même une bonne couche – ça fait toujours plaisir !

Le « **populisme** » est anti-intellectuel. Il proclame que les solutions sont déjà présentes dans les « bon sens populaire » et que le tort du peuple est de se laisser dévoyer par « les intellectuels ». Oui, mais... En 1926, une junte militaire renverse le régime républicain du Portugal et une nouvelle période s'ouvre dans l'histoire de ce pays. En 1928, pour faire face à de grandes difficultés économiques, les militaires au pouvoir font appel à un professeur d'économie : Antonio de Oliveira Salazar (né en 1889). Ce dernier doit son accession au pouvoir essentiellement à sa qualité de grand intellectuel. Il devient l'homme fort du régime dès 1930. Il fonde un *Estado novo*, un amalgame entre une sorte de dictature d'inspiration fasciste, un vernis de totalitarisme et un état corporatiste et catholique qui va s'appuyer pour conserver le pouvoir sur quelques structures : le SPN (secrétariat de la propagande) qui s'occupe de la censure ; la PVDE (puis PIDE), police politique de triste réputation qui traque toute forme d'opposition (un camp de concentration sera construit à Tafarral au Cap-Vert) ; et l'*União nacional*, une sorte de parti unique. Mais l'*estado novo* n'est pas aussi simple et linéaire, puisque des élections sont parfois maintenues, un mouvement d'opposition (le MUD) est même autorisé en 1945, et un président fantoche, relique du régime républicain, est maintenu. Il n'empêche que de 1932 à 1968, Salazar détient tous les pouvoirs. Etait-ce, ou non, du fascisme ?

Salazar a été « choisi » par une junte militaire. Mussolini arrive au pouvoir à la faveur d'élections « bidouillées » avec une large complicité du roi Victor-Emmanuel III et de la Droite. Franco, plus brutal, y accède à coups de canon. Mais Hitler arrive à la Chancellerie du Reich par un processus impeccablement démocratique. Le « collabo » Pétain, et la France de Vichy dont il a été le père, ont été mis en place par un Parlement français qui avait été élu triomphalement par les partisans du Front Populaire de Léon Blum en 1936. Que faut-il en conclure du point de vue de la tendance « **antidémocratique** » ou « **antiparlementaire** » du fascisme ?

En particulier, le lien entre fascisme et **totalitarisme** fait l'objet de nombreux débats, surtout parce que cette grille de lecture, rassemblant le communisme stalinien et le fascisme dans une même catégorie: le *totalitarisme*², est critiquée comme étant une arme idéologique, reliquat de la Guerre froide. Les totalitarismes auraient en commun le régime total d'un parti gouvernant les actions et les pensées des personnes. La notion a aussi connu un certain succès parce qu'elle permet d'interpréter certains faits, comme le pacte germano-soviétique, en « convergences historiques » et non comme une mesure tactique de retardement. La construction intellectuelle d'une « espèce », dite « régimes totalitaires », susceptible d'englober ensemble Hitler et Staline expose tout de même à devoir réussir quelques « tours de force » logiques, telle que de prétendre retrouver chez l'un et l'autre la volonté de créer une société sans rapports conflictuels entre les classes. Si cela peut s'appliquer au « corporatisme » fasciste, on voit mal comment cela peut s'appliquer à la « dictature du prolétariat » qui proclame que, tous les pouvoirs appartenant désormais au

² En dehors d'écrits d'historiens (ou prétendus tels) (Furey, Nolte, Conquest, Besançon, Courtois, Werth), la notion de totalitarisme se trouve chez Friedrich Hayek, (en particulier dans *La Route de la servitude*), et Hannah Arendt. Les points communs sont généralement présentés comme les suivants : l'existence d'un parti unique / la volonté de créer une société sans rapports conflictuels entre les classes / un régime de terreur ou de contrôle des opposants / la volonté de contrôler totalement les individus.

prolétariat, celui-ci exercera donc sa « dictature » sur les possédants d'hier. Cela annonce plutôt l'exacerbation que la fin d'une situation conflictuelle.

Il semble donc bien qu'il ne soit **pas possible de donner du fascisme une définition, basée sur l'idéologie ou sur des caractéristiques extérieures** visibles qui soit, en pratique, utilisable. Par « utilisable », j'entends une définition qui, à la fois, soit généralisable à tout ce qui est fascisme, mais ne puisse jamais s'appliquer à ce qui n'en est pas.

Cela ne signifie cependant pas que la tâche soit impossible. Que sont, finalement, les partis politiques ? Ce sont, comme nombre d'autres institutions, des instruments, dont la finalité est d'accéder au pouvoir politique, d'y demeurer si possible et, disposant de ce pouvoir, d'accomplir une certaine tâche, d'atteindre certains objectifs. « Objet qui sert à couper » est, en pratique, une définition suffisante du couteau. Demandons-nous donc à quoi sert le fascisme, et à qui il sert.

Avec ce « à qui ? », nous tenons enfin une question à laquelle il y a une réponse claire, univoque et acceptée par tous : le fascisme a toujours été financé par les grands groupes industriels. Faut-il rappeler que Fritz Thyssen, un des patrons de la Ruhr, a écrit un ouvrage dont le titre est un aveu « *I paid Hitler* – J'ai payé Hitler ». La chose est donc avouée par ceux qui l'ont faite et admise par tous les historiens. Il ne s'agit en rien d'une élucubration de certains marxistes, obsédés par la lutte des classes. **Le fascisme n'est qu'une forme d'expression du régime capitaliste, au même titre que la démocratie libérale bourgeoise. Il est l'expression ouverte de la violence du régime capitaliste**, qui, dans sa forme de démocratie libérale, est masquée par les libertés formelles.

Toutefois, les hommes ne font rien sans raison, et c'est certainement le cas des hommes d'affaire quand ils décident d'investir beaucoup d'argent dans la subsidiation de mouvements politiques. Pourquoi aller dépenser, et dépenser gros, pour faire les choses de façon dure et bruyante, quand la démocratie libérale permet de les faire avec douceur et à bas bruit ?

Le XIX^e siècle a été riche en révolutions. Il y en a eu une quelque part tous les vingt ans environ depuis la chute de Napoléon jusqu'à la Grande Guerre et à la Révolution d'Octobre. Mais toute révolution amène avec elle un problème : celle de savoir où elle doit s'arrêter. Durant la Révolution française, ce n'est pas pour faire tomber Louis XVI et l'aristocratie que l'on a guillotiné le plus. C'est pour déterminer quel pouvoir succéderait à l'aristocratie. Seraient-ce uniquement les détenteurs de très grandes fortunes ? L'ensemble de la bourgeoisie ? Y compris les fortunes nouvellement acquises, souvent par des spéculations louches ? Le peuple entier, y compris les plus misérables ? C'est de ce temps que date la distinction entre une Gauche qui désire le continuer, voire l'amplifier encore davantage et une Droite, qui veut au contraire freiner ou arrêter le mouvement.

Au fil des années, des guerres, des conflits et des luttes sociales, la Gauche a réussi à élargir les droits **politiques** des citoyens, le droit de vote et l'éligibilité étant accordés à un nombre d'hommes de plus en plus large, puis aussi aux femmes. Il en a été de même dans le domaine des droits **sociaux**, sans cependant arriver à la seule situation qui serait véritablement compatible avec le respect des droits de l'homme, celle où **les besoins fondamentaux** de tous (nourriture, logement, éducation, soins de santé...) **seraient satisfaits sans être soumis à la loi de l'offre et de la demande**. Au contraire, l'on assiste, ces dernières années, à des reculs de plus en plus importants dans ces domaines. Cette situation de régression a été due en partie à un renforcement direct de la Droite, mais aussi à une pénétration insidieuse de la pensée de Droite (y compris dans ses aspects fascistes) jusque dans des milieux progressistes, ou supposés tels.

C'est évidemment cette Droite que nous devons examiner ici. Et, bien sûr, la première façon d'être à droite, c'est d'être nostalgique, de chercher le retour, autant que faire se peut, au « bon vieux temps » d'avant la Révolution, à l'Ancien Régime. La Droite, durant longtemps sera non seulement monarchiste, mais absolutiste, ou presque. Cependant, la bourgeoisie, contrairement aux ultra aristocrates, ne s'attache pas au principe d'une monarchie absolue de droit divin. Le despotisme ne l'intéresse que dans la mesure où le despote protège ses intérêts et, en particulier, protège sa propriété.

Le **respect de la propriété**, qui est la base de son credo et qui résume en peu de mots son attachement à ses privilèges, ne lui paraît pouvoir être garanti que par un souverain investi de très larges pouvoirs personnels. Napoléon, pour les rallier à sa « nouvelle monarchie », aura soin de définir dans son code la propriété comme le droit *d'user et d'abuser* de son bien. Bien entendu, comme on s'en doute, il ne s'agit pas de la propriété d'une paire de pantoufles, d'une brosse à dent ou même d'une petite maison. Il s'agit avant tout de la **propriété des moyens de production**. Plus tard, un autre Bonaparte, qui lui aussi méditait de prendre le pouvoir, le futur Napoléon III, oublia en 1844 « *Extinction du paupérisme* », réédité en 1848 comme « *Extinction du paupérisme ou projet d'organisation agricole pour l'amélioration du sort des travailleurs* ». Il y développe des réflexions sociales, qui s'ancrent dans le contexte de la révolution industrielle, de la croissance économique et du développement d'une classe ouvrière ainsi que de nouvelles formes de misère. *L'Extinction du paupérisme* Pour Chantal Delsol, ce livre, « *qu'on a à tort référencé comme participant du courant catholique social, est en réalité un fatras d'idées despotico-socialistes, bien éloignées de l'idéal d'autonomie personnelle pour tous, et démagogiques à vomir* »³. Le premier modèle de programme "fasciste", ce serait donc celui de Napoléon III, futur "empereur-socialiste"...

En France, c'est peu après la chute de son « impérial-socialisme » que la bourgeoisie a changé son fusil d'épaule et est devenue républicaine tout en restant conservatrice, avec l'instauration de la III^e République qui « *sera conservatrice ou ne sera pas* ».

Qu'en fut-il en Belgique ?

La Révolution de 1830 a conduit à la création d'un État qui se dota d'une Constitution très libérale du point de vue des libertés politiques, ce qui fut tempéré par l'adoption d'un système de suffrage électoral censitaire. Notre pays a d'abord vécu avec des Assemblées qui étaient élues par une infime minorité. En effet, dans la période 1831 – 1893, la Belgique a fonctionné avec un suffrage censitaire

Seuls les citoyens de sexe masculin qui paient le cens ont le droit de vote. Le cens est un quota d'impôt dont le montant varie selon les régions. Ce système fait que le droit de vote ne concerne que 1,1% de la population de l'époque. Pour être éligible, aucune condition de fortune pour la Chambre mais bien au Sénat. En 1842 par exemple, seules 412 personnes sont éligibles au Sénat. Pendant cette période, le scrutin est majoritaire. C'est-à-dire que la liste qui, dans un arrondissement, obtient le plus de voix emporte la totalité des sièges, même s'il ne vient que de quelques voix devant sa rivale.

En 1848, les révolutions sociales qui éclatent partout en Europe conduisent le gouvernement à abaisser le cens. Il devient uniforme pour tout le pays. Le corps électoral passe à 2% de la population. On n'arrête pas le progrès. !

Comme le cens se calculait toutes taxes confondues, les partis étudièrent avec soin les possibilités que pouvait offrir la législation, pour priver de leur droit de vote les électeurs de l'adversaire... en diminuant leurs impôts. Un exemple suffira : les libéraux proposèrent un jour aux Chambres de ne plus taxer les chevaux « mixtes ». On appelait ainsi un animal qui

³ Chantal Delsol, « *Cinquante ans de suffrage universel direct, et la France fait toujours figure d'exception* », in *Le Figaro*, lundi 20 août 2012, page 19.

n'était voué complètement, ni aux labours et à la traction de carrioles, ni à l'équitation de luxe, mais servait à des fins utilitaires en semaine et le dimanche, bien brossé, traînait une jolie voiture pour aller à la messe... La messe ? Eh oui ! Ce genre de cheval était surtout détenu par des hobereaux catholiques, et en détaxant ces chevaux on aurait « coulé » certains d'entre eux, leur faisant perdre soit le droit de vote, soit l'éligibilité !

De 1893 à 1912, le suffrage universel est instauré, mais uniquement pour les hommes de plus de 25 ans, et il est atténué par le vote, qui, lui, est plural. Chaque homme âgé de 25 ans dispose d'une voix. Mais en fonction de ses revenus, de son statut (père de famille nombreuse) ou de ses capacités (diplômes), il dispose d'une voix supplémentaire sans cumuler plus de 3 voix. (Au niveau communal, certains pères de familles plus fortunés ont même droit à 4 voix.) Le corps électoral représente dès lors 21, 6% de la population. Le vote devient obligatoire, car on craint que, si on ne contraint pas l'électeur « mou » à donner son avis, seuls les extrémistes se rendent aux urnes. Le scrutin majoritaire est remplacé par le scrutin proportionnel (1899) qui favorise la multiplicité des partis politiques. Ces diverses mesures visent clairement à empêcher que les candidats qui désirent représenter les intérêts populaires, comme le POB et les chrétiens progressistes de Daens, l'emportent trop facilement.

L'introduction du vote à la proportionnelle mérite que l'on s'y arrête un instant. La technique électorale adoptée⁴ (le système d'Hondt) connut une diffusion importante tant en Europe qu'en Amérique latine. En Belgique, le Parti catholique « sauva » le Parti libéral afin d'éviter le tête-à-tête avec les socialistes, et cela servit d'argument à Maurice Duverger⁵ pour étayer sa théorie sur l'influence des modes de scrutin et le caractère naturel d'un bipartisme que la proportionnelle vient fâcheusement contrarier. Pourquoi diantre un parti politique à vocation majoritaire irait-il en sauver un autre de crainte de se retrouver seul face à un troisième ?

Maurice Duverger n'avait manifestement pas lu Henri Pirenne, pourtant tenu en très haute estime par Febvre, Bloch et l'École des Annales. Dès le moment où le suffrage censitaire se trouva aboli et le suffrage universel progressivement introduit, la carte électorale jusque-là reflet d'une bourgeoisie belge, unitariste et francophone se mit à correspondre à la carte linguistique du pays⁶.

⁴ SYSTEME D'HONDT : Système de représentation proportionnelle selon lequel chaque liste obtient autant de sièges que son chiffre électoral comprend de fois de diviseur ou le quotient électoral.

⁵ Dès les années 1950, un solide corpus théorique sur les conséquences des diverses règles électorales s'est bâti à la suite de Maurice Duverger et de ses célèbres *Lois sur les modes de scrutin*. Il y expliquait que le scrutin majoritaire à un tour menait à un bipartisme dur, que le scrutin majoritaire à deux tours conduisait à un bipartisme souple et que la représentation proportionnelle entraînait le multipartisme. Même si ces lois souffrent des exceptions, l'influence de la formule électorale sur le nombre de partis s'est vérifiée par la suite. Dans la lignée de Duverger, d'autres effets des règles électorales ont été étudiés. Dans les années 1960, Douglas Rae s'est intéressé à l'influence de la taille des circonscriptions. Il a démontré que dans les formules proportionnelles, la proportionnalité de la traduction des voix croît avec le nombre de sièges à attribuer. L'effet est inverse avec les systèmes majoritaires. Blais et Catry ont, quant à eux, étudié l'influence des lois électorales sur la formation de majorités gouvernementales. De leur vaste étude est ressortie la preuve que, tendanciellement, les exécutifs monopartisans sont plus fréquents dans les pays de système majoritaire. Ce ne sont que quelques exemples du grand nombre d'études consacrées aux effets mécaniques des règles électorales.

⁶ De la Révolution de 1830 à la Première Guerre Mondiale, la Belgique a eu 24 gouvernements. Les Chefs de ces Cabinets (l'on n'utilisait pas encore le titre de « Premier Ministre ») furent flamands, à l'exception de deux : de Burllet, qui ne resta guère aux affaires et Frère-Orban qui y fut durant treize ans (1857 - 1870). Les Catholiques furent plus souvent au gouvernement que les Libéraux et, fait important, durant la période où se situe la colonisation léopoldienne, ils furent constamment au pouvoir, de 1884 à 1896 avec Beernaert et de cette date à la reprise du Congo avec d'autres chefs de file. Bien que le ministre de Decker, en charge de l'Intérieur de 1852 à 1857, ait fait procéder à une enquête administrative sur les doléances flamandes en matière d'emploi des langues, le sujet fut invariablement renvoyé à plus tard. Ainsi, de Decker ne put rien faire de son rapport, parce

Encore faudrait-il y ajouter encore d'autres hypothèses comme l'importance du clivage Église/État, le Parti ouvrier belge étant perçu par des leaders catholiques comme constituant l'aile avancée du laïcisme anticlérical et, partant, l'allié naturel du très bourgeois Parti libéral ou celle de l'opposition ville/commune, toutes considérations qui seraient étayées par une analyse rigoureuse des débats parlementaires et de la presse à l'époque. Outre la thèse de Duverger, il faut faire droit à la crainte exprimée par certains catholiques face à une domination anticléricale d'une part ou, de l'autre, à celle d'une bipolarisation entre villes et campagnes. Craintes qui, *in fine*, firent pencher la majorité parlementaire catholique en faveur de la proportionnelle.

Il faut dire aussi que l'on avait vécu, avec le scrutin majoritaire (qui, comme on sait, tend à aggraver les différences en ne tenant pas compte des minorités) de désagréables épisodes de « balançoire ». Les Catholiques gagnaient une élection et partaient en croisade contre l'athéisme diabolique. Les Libéraux gagnaient la suivante et se livraient à une extirpation fanatique des « préjugés obscurantistes ». Le prochain coup de balancier ramenait les Catholiques, et ainsi de suite... L'exagération de la victoire électorale, qui découle du système majoritaire, amenait au pouvoir des gens qui se comportaient comme si l'opposition n'existait carrément plus. Cela survint plusieurs fois sous le règne de Léopold II, qui s'en plaignit et rappela ses Ministres à plus de sens de la mesure⁷.

On trouve, dans un ouvrage de Pascale Delfosse, au détour d'une note en bas de page, une citation du député Jules Renkin (le futur ministre des colonies) qui « plombe » définitivement la thèse canonique de Maurice Duverger. Comme les mythes ont la vie dure, donnons-là in extenso:

«La représentation des cinq provinces septentrionales, [la Flandre] qui est homogène aujourd'hui, ne le sera plus [avec la RP]. L'opposition y conquerra des sièges. Par contre, la droite obtiendra une représentation dans les régions industrielles, où elle se trouve généralement exclue aujourd'hui. J'y vois, pour ma part, des avantages. Cette situation n'empêchera pas les convictions de se fortifier par la lutte et contribuera à mieux nous montrer que, si nous sommes d'opinions différentes, nous sommes tous de la grande famille belge, tous également intéressés à la grandeur et à la prospérité du pays, ayant les mêmes devoirs vis-à-vis de la patrie. »

De fait, les mots «flamands» ou «wallons» n'apparaissent pas ici, et peu dans le débat. Cependant, Renkin, comme le leader catholique Beernaert, étaient des gens de haute culture et, au fait de la politique des grands pays voisins, n'ignoraient pas que la carte électorale du Royaume-Uni montrait clairement les contours de l'Irlande à travers les résultats du Irish Parliamentary Party. Il se peut qu'il ait fallu éviter d'explicitier le non-dit, c'est-à-dire l'artificialité de la Belgique comme Nation une et indivisible. Ce qui expliquerait la fonction euphémistique d'expressions comme « provinces septentrionales » plutôt que de « provinces flamandes » et « régions industrielles » au lieu de « région wallonne ». Mais il me semble que les périphrases ou euphémismes de Renkin servent plutôt à éviter de parler ouvertement de « population rurale catholique » d'une part et de « population ouvrière » d'autre part. S'il prévoit que « *L'opposition conquerra des sièges* » en Flandre c'est bien à la population ouvrière des centres industriels, notamment ceux du textile, donc à une appartenance de classe, qu'il pense, plus qu'à leur appartenance linguistique.

De surcroît, le débat qui conduisit à l'invention du système d'Hondt ne se limita point à une confrontation entre pluralitaires et proportionnalistes mais engloba également,

que le gouvernement chuta sur la « loi des couvents ». Cela met fort bien en évidence une autre caractéristique du « communautaire » belge : la procrastination systématique.

⁷ Léopold I^{er} et Léopold II présidaient eux-mêmes le Conseil des Ministres et ouvraient la session parlementaire, à l'anglaise, par un « discours du trône ». Ces pratiques disparurent sous Albert I^{er}.

sans la recouper, une opposition entre uninominalistes et partisans du scrutin de liste. Ainsi le cas du scrutin uninominal à deux tours fut également discuté mais non retenu. Il reste que le bond réalisé en 1893 paraît tout de même audacieux, même s'il était urgent d'adapter le système politique à l'évolution de la société belge. Le pays était devenu urbain et industriel, alors que le système censitaire est conçu pour un pays plutôt rural, où les élections sont affaire de châtelains et de notables.

Le fait est aussi que la bourgeoisie avait, entre temps, appris à ne pas craindre le suffrage universel, et même à en apprécier les avantages. Le raisonnement qu'elle tient est à peu près le suivant.

Que voulons-nous, au fond ? Nous voulons de l'ordre, la protection de la propriété, le maintien de tous les privilèges de la richesse. Tout cela s'accommode fort bien de la démocratie ! Qu'est-ce que la Démocratie ? Le régime qui repose sur la volonté du peuple et où l'autorité tire son pouvoir contraignant du fait qu'elle émane de cette « volonté nationale », la représente, et commande en son nom. Mesurez, en conséquence l'incomparable avantage, quant à son ampleur et à sa légitimité, dont dispose l'autorité démocratique par rapport à l'autorité absolue. Dans la réalité des choses, ce que l'on baptise volonté du peuple, c'est ce que préfère la majorité des citoyens.

Et n'a-t-on pas vu, maintes fois déjà, dans les pays voisins, à quel point cette majorité peut nous être propice, et tout ce qu'il nous est loisible, à nous « gens de bien », à nous les possédants, d'obtenir de ceux qui ne possèdent pas ? Ils nous ont plébiscités, ils nous ont délégués par centaines au pouvoir ; et nous avons été dotés par eux de cette toute-puissance que confère le système démocratique à ceux qu'a désignés la « volonté nationale » pour gérer les affaires de l'Etat. Sous un régime démocratique, c'est la liberté elle-même qui règne, et toute rébellion est un attentat à la démocratie. Soyons donc démocrates, messieurs, mais d'une démocratie, cela va de soi, socialement et économiquement conservatrice (Voyez l'ordre admirable qui règne dans le III^e République française ! « *La République sera conservatrice ou ne sera pas* » comme disait Mr. Thiers, en 1872), cette qualification n'étant pas autre chose que sa raison d'être ; une démocratie nominale, qui sera, en effet, la démocratie puisque le pouvoir y prendra sa source dans le suffrage universel, mais sans contenu, où la démocratie apparente et proclamée couvrira, au vrai, la perpétuation de l'ordre si bien défini par Voltaire, cet ordre naturel où « *le petit nombre fait travailler le grand nombre, est nourri par lui, et le gouverne* ». Du fin raisonnement ; et l'on est persuadé que le jour est loin où le suffrage universel deviendrait indocile. On veillera du reste - les moyens d'action peuvent varier - à la mise en condition, permanente, des électeurs.

Le combat des gauches⁸ de l'époque tournait essentiellement autour de la revendication du suffrage universel pur et simple (un homme, une voix), dans la conviction qu'avec un tel système, le peuple pesant désormais son véritable poids grâce à son nombre, un contrôle de l'économie serait possible par le biais de la loi, comme si l'on pouvait attendre du capitalisme une quelconque attitude civique !

L'expérience a montré (mais « l'expérience » était encore à venir) que le réformisme se faisait des illusions, en imaginant que l'Etat pouvait être autre chose que l'instrument de la classe dominante, qu'il pouvait être une entité neutre qui protégerait la classe à la fois la plus nombreuse et la plus faible, qui exercerait un pouvoir situé au-dessus des classes, y compris la classe dominante.

Malheureusement, le Parlement d'une démocratie bourgeoise est absolument incapable, par nature, d'exercer un contrôle sérieux sur l'économie. C'est ce qui fait encore la

⁸ Ce pluriel s'explique par le fait qu'à l'époque, à côté des socialistes, des démo-chrétiens et une partie au moins des Libéraux militaient pour ces mêmes objectifs.

faiblesse des plans de « développement » actuel. On prétend concilier le développement, qui suppose le primat des besoins humains, avec une économie basée sur le primat absolu du profit. Inutile de dire que c'est voué à l'échec !

Malgré des progrès indéniables dans le domaine des droits humains, si le suffrage universel a bien assuré une meilleure représentation des masses populaires et même amené ses élus à figurer parfois, plus ou moins longtemps, dans des gouvernements, il s'est avéré que « l'état arbitre » était un mythe et qu'un changement radical, donnant le pouvoir au peuple et imposant à tout un pays une politique conforme aux intérêts du plus grand nombre n'était pas possible sans une révolution préalable.

Or, en 1917, il s'avère que la révolution préalable, donnant le pouvoir au peuple et imposant à tout un pays une politique conforme aux intérêts du plus grand nombre, est possible même dans un pays arriéré comme la Russie. De plus, la Révolution d'Octobre s'avère contagieuse : il y a des refus d'obéissance dans l'armée française... Tout cela semble d'autant plus dangereux que la guerre dure toujours et que le peuple, enrôlé dans l'armée, a donc des armes! La révolution russe inaugure en Europe une période de fermentation révolutionnaire. En 1918, un raz de marée de grèves et finalement de révolutions déferle à travers l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. Entre 1919 et 1920 la France est marquée par toute une série de grèves prérévolutionnaires. La même chose se produit en Italie et l'Espagne connaît, entre 1918 et 1920, son "trienio bolchevista". Le choc de la guerre a radicalisé toute la classe ouvrière européenne.

Soudain, la révolution rouge cessait d'être pour la Droite un cauchemar lointain et apparaissait comme une possibilité réelle, qui pourrait même être proche. Et quand la guerre prit fin, se posa une question fort angoissante. Ce peuple que l'on avait armé, allait-il accepter de retourner aux champs ou à l'usine et de déposer tranquillement les terribles outils que l'on avait mis dans ses mains ?

Pour se le concilier, on lui fit des cadeaux. Avant même la réunion de la Chambre dans le pays libéré, la Belgique est dotée d'un nouveau gouvernement qui prend la relève du gouvernement de guerre de Cooreman, qui a succédé à celui de Broqueville. Il est né des pourparlers en novembre 1918 au quartier général du roi, au Château de Loppem près de Bruges. Des représentants de la Belgique occupée, comme Anseele et Janson, participent à ces tractations. Avec une situation sociale incertaine et de graves problèmes de politique tant intérieure qu'extérieure en perspective, il ne peut être question que d'un gouvernement d'union nationale placé sous la direction de l'avocat catholique Léon Delacroix. Il inscrit à son programme une démocratisation politique et sociale, ainsi que des concessions au mouvement flamand. Le nouveau gouvernement a vite fait d'acquiescer la confiance de la Chambre qui se rend compte de la nécessité première de faire des concessions aux représentants de la classe ouvrière, dont il faut obtenir la coopération pour résoudre les problèmes à l'échelle du pays.

Les catholiques conservateurs ne sont pas d'accord, et rejettent la nouvelle combinaison gouvernementale. Pour eux, il ne peut être question que du "Coup de Loppem" : les pourparlers auxquels aucun représentant des catholiques conservateurs n'a été mêlé, ont été manipulés par les socialistes qui ont menacé de créer des troubles. Les catholiques qui en faisaient partie ou étaient représentés par le nouveau venu dans le parti, Delacroix, n'ont pas pu s'y opposer et ont été bernés⁹.

⁹ Les conservateurs présentent le contenu démocratisant du programme gouvernemental comme le résultat de manœuvres socialistes pernicieuses. Mais les réformes proposées agitaient déjà avant la guerre l'ordre du jour politique et bénéficiaient déjà de l'appui de la majorité des Belges. Cet appui ne pouvait toutefois se traduire en une force politique équivalente par le maintien du vote général plural. Le mythe du "Coup de Loppem" restera dans l'après-guerre, une constante dans la littérature catholique conservatrice. Lorsque le gouvernement propose

Lors des élections législatives de novembre 1919, le suffrage universel pur et simple permet à la radicalisation par la guerre de se traduire dans la répartition des mandats politiques. Les catholiques perdent 26 sièges et les libéraux 11. Les socialistes par contre en gagnent 30. La majorité absolue des catholiques à la Chambre, qui a tenu pendant 30 ans, appartient au passé, ce qui oblige maintenant à recourir à la formule du gouvernement de coalition. On ne saurait minimiser le choc de cette situation en milieu catholique. Les conservateurs situent classiquement l'origine de cette catastrophe dans la "trahison" de Loppem, à laquelle les démocrates chrétiens ne se sont pas opposés. Au cours des deux gouvernements suivants d'union nationale, sous la direction de Delacroix et ensuite de Henri Carton de Wiart, où la présence socialiste est accrue et celle des catholiques diminuée, les conservateurs constatent avec fureur que les forces progressistes arrivent à se faire valoir sur plusieurs terrains, dont celui de la législation sociale. L'accession au pouvoir à Anvers, d'une coalition démocrate chrétienne-socialiste animée par Frans Van Cauwelaert et Camille Huysmans, a l'effet psychologique d'un camouflet en public. Une fois que la révision de la constitution a abouti, il devient clair que les jours du dernier gouvernement d'union nationale sont comptés. Pour les conservateurs, toute cette époque entre 1918 et 1921 a consisté à réaliser le programme socialiste, et cela avec la collaboration naïve des démocrates chrétiens et flamingants.

Il est indéniable que beaucoup des avancées démocratiques réalisées au lendemain de la Grande Guerre l'on été dans des conditions marquées par l'urgence et suivant des modalités qui ne pouvaient satisfaire des légalistes sourcilleux. Les Chambres les ont ensuite entérinées. Mais ce « virage à gauche » ne peut-il être « corrigé » par un « virage à droite » accompli dans des conditions similaires ? **C'est l'une des idées de base du fascisme : détruire, si nécessaire par la force, l'édifice légal qui désormais protège « à l'excès » les masses laborieuses.**

Fort malheureusement, après une période d'euphorie et de prospérité durant les « années folles », arrive la crise économique mondiale de 1929, et la mécanique parlementaire bourgeoise paraît se détraquer et être incapable de donner aux problèmes de l'heure des réponses satisfaisantes.

Il est à remarquer que, même si l'objectif fasciste est la régression sociale et la réaction politique et s'il use de nombreux rappels d'un passé glorieux (Mussolini était servi : l'Empire romain, comme référence, ce n'est pas mince !) il ne se présente pas, au contraire de la droite nationaliste « classique », comme voulant un retour au passé. Il se présente au contraire comme « moderne » et « révolutionnaire ». Cela va jusqu'au détournement d'attributs de la gauche. « Nazi » est une abréviation de « national-**socialiste** » et si le drapeau d'Hitler porte la croix gammée, il est rouge.

Entre deux guerres, dans toute l'Europe, c'était l'autoritarisme qui avait le vent en poupe. Les poussées populaires, comme le Front français, furent des réactions défensives. Pour la bourgeoisie, en effet, la démocratie parlementaire semblait mener inéluctablement à des régimes progressistes qui menaceraient les possédants et seraient « la porte ouverte à la subversion » (c'est à dire à la démocratie économique et au communisme). Léopold III et la droite catholique royaliste n'étaient peut-être pas vraiment des sympathisants de l'Axe, mais

en décembre 1918 de faire les prochaines élections législatives sur base du suffrage universel pur et simple, les conservateurs se démènent pendant trois mois, mais sans résultat. Au moment de la constitution des listes catholiques, les frictions entre démocrates et conservateurs ne manquent pas. Dans plusieurs circonscriptions, ces derniers ne veulent pas abdiquer devant "les exigences scandaleuses" des démocrates et flamingants, et présentent leurs propres listes sous les dénominations de "Catholiques nationaux", "Bloc Catholique" et autres. Ces difficultés se répèteront en 1921 et 1925 Voir H. HAAG, "Le témoignage du Roi Albert sur Loppem (Février 1930)", *Bulletin de la Commission Royale D'Histoire*, CXLI, no. 4, p. 313-347

ils étaient certainement antiparlementaires. La politique belge leur semblait trop livrée aux « jeux des partis » et il leur aurait semblé souhaitable de voir le système évoluer vers plus d'autorité, avec un roi qui aurait exercé de façon plus « musclée » son rôle d'arbitre de la politique.

A partir de mars 1936, les nuages s'accroissent dans le ciel de l'Europe. L'Allemagne nazie a décidé de s'affranchir des humiliations du traité de Versailles, elle réarme. Sous la conduite du Führer Adolf Hitler, elle revendique un espace vital illimité pour son peuple. La réoccupation de la zone démilitarisée de la Rhénanie, l'annexion de l'Autriche, la mainmise sur les territoires des Sudètes, le démembrement de la Tchécoslovaquie, sont autant de signes précurseurs de l'ouragan qui bientôt se déchaînera. Le roi Léopold III et le gouvernement belge ont inscrit la Belgique dans une politique d'indépendance et de neutralité, espérant éviter au pays les affres d'un conflit armé. La politique du roi se veut cohérente, elle a un prix, aussi plaide-t-il pour un effort militaire accru « *de taille à dissuader un quelconque de nos voisins d'emprunter notre territoire et notre ciel pour attaquer un autre état...* » Vœu pieux, l'instabilité gouvernementale règne et les crédits qui devraient soutenir cet effort ne suivent pas.

En septembre 1939, c'est la guerre. Les armées allemandes envahissent la Pologne. La France et l'Angleterre, puissances garantes, déclarent la guerre au Reich, mais leur état d'impréparation militaire interdit toute intervention directe sur le terrain. De plus, en France, les politiciens de droite et le Haut Etat-major souhaitent une défaite militaire afin de pouvoir se débarrasser de la majorité de gauche élue au moment du Front Populaire et même, pour les plus extrémistes d'entre eux, du régime parlementaire. La « drôle de guerre » s'installe à l'Ouest.

En Belgique, par vagues successives, la mobilisation de l'armée est décrétée : 650.000 hommes se retrouveront bientôt sous les armes.

Ce qui fut sans doute le plus caractéristique du conflit 40-45, c'est que cette guerre alla de pair, dans bien des pays, avec un clivage profond de la population. Alors que jusque là les guerres avaient presque toujours signifié, au moins à leur début, une poussée d'enthousiasme patriotique et national qui créait l'unité, voire l'unanimité, il se trouva au contraire pendant cette guerre-là nombre de gens, dans les pays agressés, pour souhaiter la défaite de leur propre patrie, et cela, non par lassitude après de longues et sanglantes batailles, comme cela s'était déjà vu, mais dès le début.

C'est là que se posa la question de la résistance ou de la collaboration. Lorsque nous nous penchons sur la fin de l'entre-deux-guerres, toutes nos habitudes sont prises à contre-pied. Alors que nous sommes habitués à trouver le nationalisme belliqueux à droite et le pacifisme à gauche, la situation de 1939 est à l'inverse. C'est à droite que l'on ne veut pas de la guerre, une position qui se décline en deux versions. Il y a la version dure et triomphante : on ne veut à aucun prix combattre les régimes d'ordre et d'autorité qui sont l'espoir d'une Europe régénérée. Il y a la version honteuse : les fascistes et les nazis ne sont pas bien sympathiques, mais leur puissance militaire est colossale, leur victoire paraît certaine et, dès lors, mieux vaut ne pas s'y opposer.

Il faut prendre garde à ne pas confondre la situation qui sera celle de la Belgique et du Congo en guerre avec ce que connaîtront la France et ses colonies pendant la même période, bien qu'il y ait quelques ressemblances superficielles. La Belgique et la France sont toutes deux vaincues en Europe. Toutes deux participeront au conflit depuis leurs possessions d'outremer et ont un gouvernement à Londres. La ressemblance s'arrête là.

La France métropolitaine aura jusqu'en 1944 un gouvernement, celui du Maréchal Philippe Pétain, qui collaborera de son plein gré avec les puissances de l'Axe. Même si ce gouvernement fascisant a dû son pouvoir à la victoire nazie, il est néanmoins français, et a reçu le pouvoir dans la légalité, par un vote du Parlement qui n'est autre que celui du Front Populaire. La France de Pétain a capitulé, n'est plus en guerre avec l'Allemagne. Face à lui, De Gaulle et les FFL font au départ figure de « rebelles ». De ce fait, les Français Libres vont, parce qu'ils se battent avec les troupes qu'ils ont, utiliser leurs troupes coloniales partout, y compris en Europe. Après la victoire, on ne pourra s'en tirer à leur égard avec un « merci ».

La Belgique au contraire est occupée. Le Roi est prisonnier mais, quand bien même il voudrait « collaborer » - et d'aucun lui en prêteront l'envie - il ne peut agir sans le contreseing d'un ministre, et le gouvernement, lui, est à Londres. Il s'agit d'un gouvernement légal et toujours en guerre avec l'Allemagne. En Belgique aussi, il y aura de la collaboration, mais elle sera le fait de personnes ou d'organisations qui adhèrent individuellement à des conceptions politiques fascistes, non le fait de l'état. D'autre part, même militairement, ce qui fait l'intérêt de la Belgique pour les Alliés, ce sont les minerais du Congo. L'effort de guerre « belge » (obtenu avec de la transpiration congolaise) sera donc avant tout économique et on lui demandera avant tout d'utiliser ses troupes coloniales à bien garder ce trésor stratégique¹⁰. La FP ne participera pas à la guerre en Europe.

La Constitution belge fait du Roi le Chef de l'Armée. Elle est cependant muette quant à la manière dont cette autorité s'exerce. Cette disposition fut appliquée pour la première fois alors que l'encre de la Constitution était à peine sèche, à l'occasion d'un retour offensif des Hollandais. Le Roi Léopold I^{er} était alors le seul officier professionnel aguerri que l'on avait sous la main et les Belges furent fort heureux de le voir prendre effectivement les choses en main. Ce précédent fit prévaloir une interprétation maximaliste des dispositions constitutionnelles et elle fut encore renforcée par le rôle d'Albert I^{er} dans la victoire de 1918. Il en résulte donc qu'en Belgique, le Roi est, si l'on peut dire, son propre général en chef. Léopold III poussa cette logique jusqu'au bout en considérant que, militairement vaincu et acculé à la capitulation, il serait donc prisonnier des Allemands au même titre que le reste de l'armée. Malheureusement, le Roi est aussi le chef du pouvoir exécutif, et le gouvernement, lui, estimait devoir poursuivre la guerre de l'extérieur, de France d'abord, puis d'Angleterre...

En fait, l'impossibilité de régner une fois admise par Léopold III, sa situation pouvait s'exprimer de multiples manières, différentes suivant le plus ou moins de sympathie d'un chacun pour le souverain depuis la version royaliste et héroïque « le Roi, avec un sens de l'honneur exigeant, a voulu être prisonnier comme ses troupes », jusqu'à « Il a voulu rester avec les nazis pour lesquels il avait tant de sympathie ». La querelle ultérieure ne sera vidée qu'en 1950 et concernera beaucoup de faits postérieurs à 1940.

Même le thème de la supériorité militaire de l'Axe, et en particulier de l'Allemagne, se déclinait en double. Il y avait des carences du côté belge et des moyens formidables du côté allemand, qui étaient bien réels. Il y avait la conviction que la démocratie parlementaire était

¹⁰ Mais le garder contre qui ? Si l'on considère les préférences et les convictions du Roi quant au renforcement de la défense du Congo, on voit que le Congo devait rester neutre et fournir ses matériaux stratégiques à l'un et l'autre camp, en attendant la victoire fasciste « inéluctable ». Corollairement, le Congo devrait s'armer car ses ressources ne laisseraient personne indifférent. D'où un certain nombre de plan de mobilisation, étonnants si on les rapporte au fait que les ennemis les plus proches, les Italiens, étaient à 1.700 kilomètre, mais beaucoup plus compréhensibles si l'on compte, au nombre des assaillants possible, les Anglais du Tanganyika et de Rhodésie, voire les Français de l'AEF !

un système vétuste, arriéré, craquant et pourri, face au dynamisme des dictatures. Le pessimisme appuyé sur le dénombrement des hommes et des canons cachait mal cette autre conviction : que le parlementarisme et le suffrage universel n'étaient pas choses qui méritaient d'être défendues. Internationalement, ils avaient encore plus d'antipathie pour ceux qui devraient être leurs alliés, comme la France du Front Populaire, que pour les régimes d'ordre et d'autorité qui les menaçaient.

Le Roi était entré dans la guerre à reculons et sans grande envie de la faire. A l'instar de la droite française qui découvrit que « *l'Honneur est en Finlande* » quand ce pays fut attaqué par les Soviétiques, il se montra alors disposé à permettre le passage de troupes par la Belgique... à condition qu'elles ne soient dirigées que contre l'URSS ! Il se trouvait allié au camp pour lequel il avait le moins de sympathie, et avait pour ennemi les régimes dont l'autoritarisme l'attirait. Sans doute la neutralité qu'il essaya en vain de garder était-elle ce qui correspondait le mieux à ses positions personnelles. Il vit en tous cas toujours dans les Alliés moins des « libérateurs » que des « étrangers ».

Il ne fait cependant aucun doute que l'armée belge combattit réellement et fut battue par un ennemi qui la surclassait à tous les points de vue. Rien de semblable à la situation française où l'attitude de beaucoup d'officiers – Pétain en tête – fut de capituler au plus vite pour pouvoir s'atteler à la « remise au pas » de leurs compatriotes. Mais le discours pétainiste sur la défaite française « malgré des combats héroïques contre un ennemi mieux équipé » contribua à consolider la légende de l'invincibilité allemande, donc la conviction que l'Axe finirait par gagner la guerre.

Et l'on est quand même amené à se poser des questions sur les défaites de 1940, quand on lit des propos comme ceux d'un historien britannique : « *En avertissant l'Angleterre de l'opération Jaune, la grande offensive de Hitler contre l'Europe de l'Ouest, Ultra¹¹ intervenait pour la première fois de manière importante dans la Seconde Guerre mondiale. ... Cela devait permettre de déchiffrer par la suite environ 15.000 messages allemands. A l'appui de ces informations, des mises en garde répétées sur l'imminence de l'attaque parvenaient des membres de la Schwarze Kapelle au sein de l'état-major général allemand et de l'Abwehr, ainsi que du Vatican. On eut même plus tard confirmation, en février 1940, que le mauvais temps avait forcé un courrier allemand à atterrir en Belgique et que le plan complet de l'opération Jaune était tombé aux mains des Belges. En outre, des reconnaissances aériennes françaises avaient signalé d'énormes concentrations de blindés et de troupes allemandes dans la région d'Eifel. Enfin, comme on devait le déclarer par la suite, directives et objectifs de l'offensive avaient été dévoilés par les questionnaires du service secret allemand, tombés aux mains du contre-espionnage français par les soins d'agents doubles. Et pourtant, quand les armées de Hitler, fortes de 2.500.000 hommes, attaquèrent la Belgique, les Pays-Bas et la France, le 10 mai 1940, la surprise fut totale! Malgré les renseignements fournis par l'espionnage, jamais peut-être n'avait été enregistrée une telle défaillance dans l'appréciation de la situation et les choix d'une action, échec qui devait demeurer l'un des plus mystérieux et des plus catastrophiques de l'Histoire¹² ».* Quand la bêtise et la négligence atteignent des proportions aussi colossales, il est quand même permis de se demander si elles n'ont pas été voulues. Ne faudrait-il pas revoir la notion même de « collaboration » et admettre que la « collaboration sous l'occupation », généralement seule visée, a eu une sœur aînée, la « collaboration à la défaite elle-même » ?

¹¹ Copie britannique de la machine Enigma, appareil de codage utilisé par les Allemands.

¹² Anthony Cave Brown : *La Guerre Secrète*, Paris, Pygmalion/Gérard Watelet, , 1981, pp 53 -54

Ici apparaissent les « collabos » au sens classique : les membres d'organisations nationalistes et/ou réactionnaires qui n'ont pas réussi à accéder au pouvoir par elles-mêmes et comptent sur l'occupant pour réaliser leurs objectifs, soit parce que ceux-ci convergeaient avec ceux du fascisme (régression sociale, antisémitisme), soit parce qu'il leur procédaient à une sorte « d'échange » entre leur appui à l'occupant (délation, main d'œuvre pour l'Allemagne, soldats pour le front de l'Est) et le sien à leurs projets, par exemple d'émancipation ethnique et culturelle. Envers eux, l'Allemagne nazie poursuivit la politique qui lui avait si bien réussi avec les *Volksdeutschen* d'Autriche, des Sudètes, de Pologne etc... et fit les sourires les plus séducteurs à tous les particularismes, surtout s'ils pouvaient être présentés comme « germains » ou « nordiques ». Un de ces sourires consista, par exemple, en la libération rapide d'une partie des prisonniers de guerre flamands, alors que les francophones furent gardés plus longtemps¹³. Il faut souligner que ce geste racoleur fut directement inspiré par la *flamenpolitik* allemande et n'avait été sollicité par personne.

Une légende tenace veut que la collaboration ait été plus importante en Flandre qu'en Wallonie. Cela ne repose que sur un chiffre, dont par-dessus le marché l'interprétation est erronée. Il s'agit du nombre des poursuites au moment de l'épuration d'après-guerre : 300.000 Flamands contre 275.000 Francophones. Cela méconnaît le fait que, la population flamande étant majoritaire, la différence aurait dû être beaucoup plus forte pour que l'on puisse parler d'une réelle différence. Ce qui est exact, c'est que la persistance d'une revendication d'amnistie pour les condamnés de l'épuration est restée une constante du mouvement flamand, alors qu'elle a été à peu près inexistante ailleurs. La raison en est que les francophones ont été condamnés à mort dans une proportion beaucoup plus grande, étant coupables de faits graves comme la collaboration économique dans la fourniture de matériel de guerre, le service armé sous l'uniforme de l'ennemi ou le recrutement à cette fin. Souvent coupables de faits moins graves (relevant, par exemple, de la collaboration intellectuelle ou de la propagande), les Flamands furent donc plus nombreux à rester en vie, alors que les francophones fusillés tombaient dans un oubli mérité.

Après-guerre, en apparence, la Gauche eut une nouvelle fois le vent en poupe. Je dis « en apparence » parce qu'il faut quand même se poser des questions sur ce qu'étaient exactement les conquêtes sociales et l'indéniable accroissement du bien-être des « *golden sixties* ». S'agissait-il de conquêtes réelles du prolétariat, dues à un rapport de force favorable qu'il aurait réussi à créer en se renforçant avec l'appui des partis progressistes et des organisations syndicales ? Ou le pouvoir de l'argent n'a-t-il, ces années-là, si souvent capitulé en rase campagne que par peur de voir ce renforcement se produire et s'engager sur des voies carrément révolutionnaires ? Il est tout de même curieux de constater comment la marée des thèmes qui ont progressivement envahi nos médias a monté progressivement au même rythme que s'affirmait la certitude croissante que le bloc occidental avait de gagner la guerre froide. Ces thèmes: incertitude économique, nécessaire modération sociale et salariale, xénophonie,

¹³ Sur les 700.000 mobilisés de mai 1940, 50.000 avaient été capturés durant la campagne des 18 jours et le reste par effet de l'armistice. 100.000 prisonniers belges internés dans les camps provisoires avaient réussi à fuir et à rentrer chez eux *motu proprio*. 400.000 furent libérés en juin en qualité de spécialistes. De France, comme l'école militaire, 25.000 militaires d'active avaient gagnés directement les oflags et les stalags allemands, s'ajoutant ainsi aux 200.000 prisonniers envoyés en Allemagne depuis la Belgique au cours de l'été. Au début d'octobre 1940, 225.000 hommes, dont 145.000 Flamands et 80.000 Wallons, se trouvaient internés en Allemagne. La *flamenpolitik* fit libérer d'octobre 1940 à mars 1941 quelques 79.114 prisonniers flamands, mais les autres allaient rester en Allemagne jusqu'à la fin de la guerre, c'est à dire bien après la libération (au 18 janvier 1945, les Allemands recensaient 67.591 prisonniers belges, dont 4.000 officiers et 6.600 sous-officiers). On ne vit revenir que des malades : 3.168 en 1941, 5.110 en 1942, 2.427 en 1943, 1771 en 1944. il est vrai que 770 parvinrent à s'évader, mais 1.698 mourront en Allemagne sans avoir revu leur pays. Jacques de Launay et Jaques Offergeld, *La vie quotidienne des belges sous l'occupation 1940-1945* Bruxelles ; Paul Legrain 1982.

homophobie, intolérance, compétitivité des entreprises, critiques de la « rage taxatoire » supposée de l'état, menace terroriste universelle et omniprésente ont fini par tout envahir. Ils ont tout envahi sans que jamais aucun remède s'en prenant à la cause, c'est-à-dire au capitalisme, ne soit en rien proposé, envisagé ou esquissé. En matière de remèdes, on ne connaît que la répression et la régression.

Il est certes moins désagréable de subir ces infos catastrophistes que d'être envahi par des discours fleuves tonitruants à la façon de feu le Führer. Mais la finalité est la même : imposer au maximum, de façon progressive, une régression des droits humains (des acquis sociaux d'abord, mais les droits de l'homme les plus élémentaires suivront), jusqu'à leur réduction à néant, sauf pour une minorité qui s'empressera de décréter qu'elle est une « élite », autant dire une « race des Seigneurs », mais en être ne sera pas une question de sang ou de peau, mais bien d'argent. C'est l'objectif du fascisme qui reparaît, mais cette fois sans bruits de bottes, sans retraites aux flambeaux, sans braillements de slogans, sans rassemblements populaires « kolossaux » et sans drapeaux en masse. Bref, il n'y a pas le « folklore » fasciste, mais le fascisme est déjà là.

Il faut cesser de guetter uniquement ce folklore, qui n'est qu'un décor. La NVA a tort, même tactiquement, de laisser de temps à autre percer la nostalgie qu'elle en a. Mais l'objectif du fascisme, la régression général des droits du peuple, est également partagé entre toutes les composantes de la majorité actuelle. Etre ultralibéral ou thatchérien, peu importe sous quelle étiquette de parti, est aussi grave que d'être mussolinien, hitlérien ou franquiste.

Bolivie



Quels enseignements peut-on tirer de la réélection d'Evo Morales ?

par Christophe Ventura¹⁴

La réélection d'Evo Morales dès le premier tour est-elle véritablement une surprise ?

La réélection de Evo Morales dès le premier tour n'est pas une surprise : tous les sondages et enquêtes d'opinions lui donnaient une avance bien trop importante pour douter du résultat final. Bien que non définitif à cette heure car il faut attendre la fin du décompte par le tribunal suprême électoral qui interviendra ces jours-ci, ce résultat est en droite ligne avec les scores attendus. Ce qui est plus surprenant en revanche, c'est qu'Evo Morales l'ait également emporté dans des départements qui sont traditionnellement des fiefs de l'opposition et de la droite dure depuis sa première élection en 2006 : il est ainsi arrivé en tête dans 8 des 9 départements du pays (dont ceux de la Media Luna et notamment celui de Santa Cruz avec

¹⁴ Affaires stratégiques - 16 octobre 2014

plus de 45% des voix contre 42 % pour son concurrent selon le décompte actuel). Seul le département de Beni lui a préféré Samuel Doria Medina. Enfin, même les scores de ses principaux concurrents – entre 25% et 28 % pour Samuel Doria Medina et entre 9% et 11% pour Jorge Quiroga selon les décomptes en cours – sont conformes aux fourchettes annoncées par les sondages.

Comment Evo Morales va-t-il pouvoir conforter les réformes sociales qu'il a mises en œuvre depuis 2006 ? Comment va-t-il réussir à diversifier l'économie nationale bolivienne alors que celle-ci est encore trop dépendante des exportations de gaz et minerais ?

En sus de sa troisième élection consécutive dès le premier tour, Evo Morales a également remporté une large victoire législative en obtenant d'ores et déjà une majorité absolue au Parlement, avec 82 députés sur 130 à l'Assemblée et 25 sénateurs sur 36 au Sénat. La seule question toujours en suspens est de savoir s'il conservera sa majorité des deux tiers - nécessaire pour toute modification de la Constitution - dans les deux Chambres. Pour le moment, un doute subsiste dans le cas de l'Assemblée. Avec 82 députés, le quorum n'est pas atteint. Là aussi, il va falloir attendre la fin du dépouillement, notamment dans les zones rurales et reculées du pays. Cette majorité législative va lui permettre de conforter l'orientation politique et le programme économique et social de ce gouvernement, c'est-à-dire l'application d'un modèle économique dit « extractiviste » qui, basé sur l'exploitation et l'exportation de matières premières, permet tout à la fois l'insertion de la Bolivie à la mondialisation et de garantir de substantielles rentrées financières dans les caisses de l'Etat. Ce modèle mise sur une importante redistribution des richesses vers les couches les plus fragiles de la population.

Evo Morales a remporté cette élection en promettant la poursuite des programmes sociaux entamés dès son premier mandat : depuis 2006, plus d'un million de Boliviens (soit 10% de la population du pays) sont sortis de la pauvreté tandis que le niveau de vie moyen augmentait et que le chômage diminuait. On peut donc présager qu'Evo Morales a des atouts pour réussir car il dispose des conditions politiques pour le faire et parce que la configuration des rapports de force politiques a évolué en sa faveur. Sa victoire dans des bastions tenus par la droite indique ainsi, en effet, une volonté des élites économiques de normaliser leurs relations avec le gouvernement et de trouver, de façon pragmatique, un mode de fonctionnement plus harmonieux avec lui et les institutions. Cette normalisation des relations va inévitablement contribuer à diminuer les tensions et à renforcer un peu plus le modèle de développement promu par le président Morales. Dans ce modèle, une partie des élites économiques et financières comprend qu'elle peut occuper une place.

Enfin, la question de la diversification de l'économie bolivienne sera centrale tout au long de ce troisième mandat. Il est cependant encore trop tôt pour répondre ou même émettre des hypothèses. Est-ce que la Bolivie en a aujourd'hui les moyens ? La réponse est non selon les autorités publiques. Est- ce qu'elle doit peu à peu trouver ces moyens ? La réponse est indubitablement oui. La Bolivie demeure encore une petite économie, même si cette dernière a quadruplé en volume depuis 2006 .

La réélection de Morales va-t-elle permettre à une Bolivie désormais pacifiée et stabilisée de normaliser ses relations, y compris territoriales, avec ses voisins ?

Le très ancien conflit maritime qui oppose la Bolivie au Chili depuis la guerre du Pacifique (1879-1883) est aujourd'hui l'objet d'un constant processus de dialogue compliqué entre les autorités des deux pays, alternant entre tensions et apaisements. La Cour internationale de Justice de La Haye a quant à elle été saisie l'année dernière par la Bolivie mais le Chili tente d'invalider cette démarche et de faire déclarer la CIJ incompétente sur le dossier. Il ne reconnaît pas son autorité et refuse d'intégrer la revendication bolivienne dans l'agenda des relations bilatérales entre les deux pays.

Les enjeux de cette dispute sont conséquents pour la Bolivie - le pays considère avoir perdu 400 kilomètres de côtes et 120 000 km² de territoires - car elle pourrait récupérer un accès à la mer et ne plus être enclavée au cœur de l'Amérique du Sud, tout en obtenant un accès direct vers les marchés asiatiques. Ainsi, cet accès direct à la mer lui permettait de dynamiser sensiblement son développement économique.

Ce dialogue va se poursuivre, d'une manière ou d'une autre, d'autant plus que ces deux pays participent activement aux nouvelles dynamiques d'intégration régionale latino-américaine : UNASUR (Union des nations sud-américaines) et CELAC (Communauté d'Etats d'Amérique latine et de la Caraïbe) notamment. Ces structures constituent aujourd'hui l'écosystème géopolitique des deux pays. La Bolivie s'y implique beaucoup et bénéficie en retour d'une forte solidarité politique des autres gouvernements progressistes de la région (Brésil, Equateur, Uruguay, Venezuela). Cet environnement déterminant contribue lui aussi à la stabilité politique du pays.

Brésil



Le nouveau Congrès est le plus conservateur depuis un demi-siècle

Le premier tour de l'élection présidentielle brésilienne a éclipsé les résultats des autres scrutins qui se tenaient ce même jour. Le 5 octobre, les Brésiliens ont élu un Congrès fédéral farouchement réactionnaire. Principaux vainqueurs : les policiers, les évangéliques et les représentants de l'agro-business qui auront les moyens de ligoter la future présidence.

On le connaît pour ses sorties provocatrices contre les homosexuels, les usagers de cannabis, et ses imprécations contre les défenseurs des droits de l'homme, « *véritables droits des vagabonds* ». Depuis dimanche 5 octobre, l'ex-militaire Jair Bolsonaro est également le député fédéral le mieux élu de l'État de Rio de Janeiro. 461 000 électeurs ont choisi comme représentant au parlement ce fervent catholique qui considère la dictature (1964-1985) comme « *vingt ans d'ordre et de progrès* », plaide pour le rétablissement de la peine de mort et qualifie les Indiens de « *puants et mal élevés* ».

C'est un score quatre fois plus élevé qu'en 2010, quand le député avait attiré 120 000 votants, le tout sous l'étiquette du Parti progressiste, une ironie que plus personne ne relève au Brésil. Deux de ses fils ont par ailleurs surfé sur la popularité de leur nom de famille : Eduardo, 33 ans, élu de São Paulo, sera à ses côtés au parlement fédéral alors que Flavio est le troisième député le mieux élu de l'Assemblée de Rio de Janeiro.

Jair Bolsonaro n'est pas une exception. Les avocats de la tolérance zéro face à la criminalité et les partisans de la réduction de la majorité pénale figurent parmi les champions des élections au Congrès brésilien, qui ont eu lieu en même temps que le premier tour de l'élection présidentielle, le dimanche 5 octobre. Le premier tour du scrutin présidentiel, marqué par l'élimination de Marina Silva et un second tour qui opposera Dilma Rousseff au candidat de la droite classique Aécio Neves, a éclipsé le bouleversement qui s'est produit au Congrès fédéral. Ainsi, le nombre de militaires et de policiers a bondi de 30 %, alimentant d'autant la « *bancada da bala* », littéralement, « le lobby de la balle » : il rassemble les députés et sénateurs favorables à l'industrie de l'armement et s'opposant à toute politique de limitation d'usage des armes à feu.

Cette augmentation s'explique par la volonté de la corporation policière, très critiquée pour sa violence depuis les manifestations de juin 2013, de mieux s'organiser pour riposter. « *Mais c'est aussi l'expression d'un vote d'extrême droite* », précise Ignacio Cano, sociologue spécialiste de la violence urbaine à l'Université d'État de Rio de Janeiro. « *La violence et l'insécurité poussent beaucoup de gens à appuyer des solutions illégales et les abus de pouvoirs de la police* », poursuit-il.

Au Congrès fédéral, composé du Sénat et de la chambre des députés, le coup de barre à droite va au-delà du renforcement des partisans de la « ligne dure ». Le Parti des travailleurs (PT) de Luiz Inacio Lula da Silva et de Dilma Rousseff a beau rester la première formation à la chambre des députés avec 70 élus, il a perdu 18 députés et 1,3 million de voix par rapport au précédent scrutin de 2010. En face, le lobby des évangéliques (qui pioche dans plusieurs partis) compte désormais 80 députés, soit une croissance de 14 % par rapport à la Chambre sortante. Parmi ces élus, bon nombre sont des novices en politique, à l'image de Sóstenes Cavalcante, qui doit son élection à la propagande faite par Silas Malafaia, l'un des pasteurs les plus médiatiques du Brésil. « *Ce sont d'illustres inconnus pour la majorité de la population, mais pas pour les évangéliques, qui votent en masse pour eux* », se félicite Malafaia, qui confie, dans un rire : « *Être élu ne m'intéresse pas, je préfère les coulisses, je choisis des candidats, et je les fais gagner.* »

Le grand gagnant du scrutin reste toutefois le lobby trans-partis de l'agro-alimentaire, la « *bancada ruralista* ». Il se félicite d'une croissance de 33 %, passant de 191 à 257 députés, soit la majorité absolue à la chambre. Ce groupe, qui se réunit tous les vendredis à l'heure du déjeuner, est le mieux organisé du Congrès, en imposant ou en bloquant des textes selon les intérêts des grands propriétaires. La réforme agraire, déjà absente des discours des principaux candidats, sera probablement enterrée pour longtemps.

Les « ruralistes », comme on les appelle au Brésil, ont déjà fait connaître leur priorité pour le prochain mandat : faire voter l'amendement qui transfère au parlement la décision de délimitation des réserves d'Indiens. Pour l'heure, cette compétence relève exclusivement de la *Funai*, la fondation gouvernementale des peuples indigènes, un scandale pour les propriétaires terriens qui estiment qu'on cède trop d'hectares à une population peu nombreuse et jugée improductive.

Les pièges du système électoral

« *Ce Congrès est assurément le plus conservateur depuis le coup d'État de 1964* », estime Antônio Queiroz, le directeur du Département intersyndical des conseillers parlementaires (Diap), la meilleure source de statistiques sur le Parlement brésilien. Pour lui, cette nouvelle composition rend pratiquement impossible toute avancée sur la légalisation de l'avortement, le mariage des homosexuels ou la décriminalisation des drogues.

« *Dans le Congrès sortant, ces questions n'avaient déjà pas réussi à s'imposer, maintenant, les députés progressistes sont moins nombreux, et les opposants à un changement de la législation ont doublé* », poursuit-il. Les évangéliques, souligne le directeur du Diap, ne sont pas seulement plus nombreux, « *ce sont aussi des pasteurs qui ont plus de poids au sein des différentes Églises, ce qui leur permettra de mieux défendre leurs intérêts au sein de Congrès* ».

Comment le Brésil des manifestations de juin 2013, qui avaient vu des centaines de milliers de personnes exiger une autre politique, plus sociale, en est-il arrivé là ? « *Tout d'abord, c'est une erreur de voir derrière ces manifestations un mouvement progressiste* », tempère André Singer, professeur de sciences politiques à l'Université de São Paulo. « *Les revendications d'une amélioration des services publics allaient dans ce sens, mais par la suite, le glissement de la protestation vers un angle moral et éthique, en mettant en avant la question de la corruption uniquement, a facilité sa récupération par la droite* », ajoute-t-il. Les dérapages à l'issue de certains rassemblements, provoqués par une poignée de casseurs et montés en boucle par la télévision, ont par ailleurs réveillé l'aversion contre le désordre de la majorité silencieuse.

En outre, le système électoral est trompeur. Si les champions de voix, tel Bolsonaro, ont vraiment attiré des électeurs sur leur nom, ce n'est pas le cas de la plupart des députés élus. Au Brésil, le nombre de sièges emporté par chaque parti est le résultat de la somme des voix obtenues par les candidats et de celles qui se sont portées sur le parti (l'électeur peut choisir une de ces deux formes de vote), le tout divisé par le nombre de siège imparti à chacun des États de la fédération. Par exemple, dans le cas de l'État de São Paulo, un député doit avoir au minimum 299 900 voix pour être élu directement (c'est le résultat des 20,99 millions de votes valides divisé par les 70 sièges qui reviennent à l'État). Et s'il dépasse ce nombre, son « surplus » de voix est distribué aux compagnons de sa coalition.

Cette année, à peine 35 députés (soit 6,8 % du total des 513 députés) ont réussi à se faire élire avec leurs propres voix. Tous les autres ont bénéficié du report des voix. Ainsi, le député évangélique Celso Russomanno, le mieux élu de l'histoire de la chambre des députés, avec 1,5 million de voix, a permis de faire élire quatre autres membres de sa coalition, qui avaient recueilli à peine plus de 20 000 votes. Ce décalage entre le choix des électeurs et la représentation finale souligne une crise du système politique, rejeté par un nombre croissant de Brésiliens, notamment parmi les manifestants de juin dernier.

Alors que le vote est obligatoire au Brésil, la proportion de blancs et nuls pour l'élection du Congrès augmente fortement. À Rio de Janeiro par exemple, elle est passée de 16,4 % à 21,43 %, ce qui signifie que dans ce seul État, 2 millions de Brésiliens ont refusé de choisir un député.

Le virage conservateur du Congrès provoque des interprétations divergentes. Arrivée en quatrième position de la course présidentielle avec 1,55 % des voix au nom du Parti socialisme et liberté (Psol), Luciana Genro est optimiste. Pour elle, « *l'augmentation du nombre de députés conservateurs est une réaction face à la croissance des débats sur des thèmes progressistes* ».

Leonardo Sakamoto, le directeur de l'ONG Reporter Brasil, spécialisée dans la dénonciation du travail esclave, estime au contraire que « *le Congrès n'est pas pire, il reflète tout simplement mieux le Brésil d'aujourd'hui* ». Le militant explique que dans un pays très conservateur, la force des mouvements sociaux a permis, dans le passé, d'obtenir l'élection de groupes progressistes, donnant à ces derniers un poids supérieur à leur représentation réelle dans la société. Pour lui, l'éloignement du PT de ces mouvements sociaux a cassé cette dynamique, alors que le poids croissant des évangéliques dans la population (près d'un quart en 2010) alimente naturellement leur présence au parlement.

Que Dilma Rousseff parvienne à se faire réélire, lors du second tour de la présidentielle qui se tient le 26 octobre, ou qu'elle soit battue par son adversaire de droite Aécio Neves, le prochain président devra composer avec un autre problème : celui de l'explosion du nombre de partis, passé de 22 à 28 au Parlement. Cela signifie plus de négociations avec chacun, et plus de faveurs et de postes offerts à différents groupuscules. Exactement ce que des millions de Brésiliens rejetaient dans la rue il y a un an et demi.

